



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : 0066-2025
Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté ROUTE D'ARRAS 62320 Drocourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de l'année 2026. Elle porte sur le risque légionellose (visite périodique des installations).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE

- ROUTE D'ARRAS 62320 Drocourt
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain REICHHOLD.

Le site comporte 3 ateliers de fabrication :

- atelier des résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) à hauteur de 80 000 tonnes maxi/an ;
- atelier Epoxy Thermaclean Gelcoat et Colles (ETGC) fabriquant des gelcoat (peintures réactives) à hauteur de 2 500 tonnes maxi/an, des colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) à hauteur de 1 500 tonnes maxi/an, des matrices Epoxy et un nettoyant industriel COV-free ;
- ateliers des additifs polyamides sous forme de poudre ou de pâtes depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA (8 000 tonnes maxi/an).

Le site de 34 hectares est implanté sur deux communes, Drocourt et Rouvroy, dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Ce site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site ainsi que ceux des 10 octobre 2018 (ayant acté le classement SEVESO Seuil Haut du site par règle du cumul) puis du 03 septembre 2022 (modification suite à l'ajout d'un bac de DCPD).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Stockage des produits	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	biocides et autres.			
9	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
6	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
7	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Tr des résultats d'analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état récente de la Tour aéroréfrigérante (TAR) 1 nécessite de finaliser la mise à jour de certains documents.

Une attention particulière doit être portée au stockage des produits chimiques, notamment en extérieur, en s'assurant du bon affichage des Fiche de Données de Sécurité (FDS), de la mise à disposition des moyens d'intervention (incendie, épandage et projection) et de la disponibilité des capacités de rétention.

Une intervention de maintenance doit être prévue pour remettre en conformité la TAR 3 concernant le défaut d'étanchéité des trappes latérales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation,

suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Les personnes désignées pour exploiter, entretenir et surveiller les tours aéroréfrigérantes du site sont les suivantes :

- Simon LETORT, responsable du service sécurité/procédé/utilités
- Benoît DIEVART, opérateur
- Antoine DUQUENNE, opérateur
- Luidji BILQUEZ, technicien (remplacera M. CAPLIN)
- Mathieu CAPLIN, technicien

L'exploitant fournit les lettres de mission pour chaque collaborateur en charge de l'exploitation des tours aéroréfrigérantes.

L'exploitant présente les attestations de formations délivrées par AQUAPROX Industries suivantes :

- Simon LETORT: attestation "risques légionelles" du 18/12/2025
- Benoît DIEVART: attestation "risques légionelles et réalisation de prélèvement pour analyses" du 24/03/2025
- Antoine DUQUENNE: attestation "risques légionelles" du 28/03/2025
- Luidji BILQUEZ: attestation "risques légionelles" du 19/12/2025
- Mathieu CAPLIN: attestation "risques légionelles et réalisation de prélèvement pour analyses" du 25/03/2025

L'exploitant présente le planning annuel établi de manière à toujours assurer la présence d'une personne référente sur site aux heures ouvrées. Ce planning est mis à jour régulièrement (pose de congés, formation, RTT etc.).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la

maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'AMR initiale date de janvier 2005.

Elle a été révisée a minima une fois par an.

La dernière révision date d'octobre 2025 suite à la rénovation (revamping) de la tour aéroréfrigérante (TAR) 1.

L'AMR est conforme et présente l'ensemble des points requis.

Les installations sont composées de 3 TARs :

- TAR 1: TAR HAMON: 1971, rénovée en 2025
- TAR 2: TAR HAMON NS: 2001
- TAR 3: TAR HAMON ADD: 2004

Trois bras morts sont identifiés :

- TAR 1: bras mort derrière le R151
- TAR 1: le côté droit du bassin n'est plus brassé suite au revamping
- TAR 3: dans le local groupe froid

La gestion des bras morts s'effectue comme suit :

- TAR 1: le bras mort derrière le R151 ne peut pas être supprimé, il est donc purgé

mensuellement ;

- TAR 1: le bassin doit être séparé en deux afin d'isoler le côté droit; dans l'attente de l'intervention, une injection de javel est effectuée régulièrement ;
- TAR 3: le bras mort sera supprimé par une liaison entre les tuyauteries d'arrivée et de sortie du local groupe froid. Compte tenu qu'aucune dérive n'a été relevée pour le moment, aucune action n'est mise en œuvre.

Ces deux derniers points font l'objet d'un plan d'actions pour l'année 2026, les travaux seront réalisés au mois d'août lors de l'arrêt annuel.

Observation n°1 : L'Inspection de l'environnement appelle l'exploitant à la vigilance concernant les tours devant faire l'objet de travaux pour y supprimer les bras morts recensés jusqu'à la date d'intervention, ces derniers présentant un risque avéré.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du

moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant présente les documents suivants :

1) TAR HAMON 1 :

- Mode opératoire de traitement (mis à jour suite au revamping) ;
- Procédure en cas de résultat supérieur ou égal à 1000 UFC/L mais inférieur à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 2 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 3 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de présence de flore interférente ;
- Procédure en cas de résultat supérieur à 100000 UFC>L.

2) TAR HAMON 2 :

- Mode opératoire de traitement (novembre 2023) ;
- Procédure en cas de résultat supérieur ou égal à 1000 UFC/L mais inférieur à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 2 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 3 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de présence de flore interférente ;
- Procédure en cas de résultat supérieur à 100000 UFC>L.

3) TAR HAMON 3 :

- Mode opératoire de traitement (mars 2022) ;
- Procédure en cas de résultat supérieur ou égal à 1000 UFC/L mais inférieur à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 2 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de 3 résultats consécutifs supérieurs ou égaux à 1000 UFC/L mais inférieurs à 100000 UFC/L ;
- Procédure en cas de présence de flore interférente ;
- Procédure en cas de résultat supérieur à 100000 UFC>L.

4) Fiche d'analyse des eaux (surveillance des paramètres avec valeurs cibles).

L'ensemble des documents comporte les éléments réglementairement requis.

Nota : les contacts DREAL n'apparaissent pas dans les documents mais ces derniers renvoient sur les carnets d'entretien. Les adresses courriels et numéro de télécopie ont été vérifiés en séance et sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

Les carnets de suivi ont été présentés en séance.

L'Inspection a contrôlé par sondage le carnet de suivi de la TAR 2 : l'ensemble des éléments requis réglementairement y figurent.

Les rapports de nettoyage annuel ont été présentés en séance :

TAR1: pas de rapport puisque la TAR a été revampée lors de l'arrêt annuel (désamiantage et remise à neuf) ;

TAR 2: rapport NTR de l'intervention du 12/08/2025 ;

TAR 3: rapport NTR de l'intervention du 04/08/2025.

Le revamping a de la TAR 1 a nécessité la mise à jour des éléments du carnet de suivi. La mise à jour des éléments relatifs au système "OPTIMUS" est en cours de mise à jour, les autres éléments ont été mis à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>Demande n°1: L'exploitant informera l'Inspection de la mise à jour des documents relatifs au système "OPTIMUS" de la TAR 1.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : La vérification a porté sur le contrôle des déclarations reportées dans l'application GIDAF pour les années 2024-2025. Les contrôles sont réalisés mensuellement. Aucun dépassement n'a été constaté ou confirmé (suite à présence de flore interférente) des deux années contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée :

c) Nettoyage préventif de l'installation

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'Inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'Inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Le nettoyage préventif annuel est réalisé au cours du mois d'août, période d'arrêt des installations.

Les rapports de nettoyage annuel ont été présentés en séance :

- TAR1: pas de rapport puisque la TAR a été revampée lors de l'arrêt annuel (désamiantage et remise à neuf) ;
- TAR 2: rapport NTR de l'intervention du 12/08/2025 ;
- TAR 3: rapport NTR de l'intervention du 04/08/2025.

Les rapports contiennent les éléments réglementairement requis.

L'exploitant a bien pris note des commentaires de la société NTR. Aucune remarque ne remet en cause le bon état ni le bon fonctionnement des TARs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'Inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation

par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Les procédures en cas de dépassement des 100000 UFC/L ont été vérifiées pour les 3 tours.

AQUAPROX - Procédure tour HAMON 1 du 08/02/2023

AQUAPROX - Procédure tour HAMON 2 du 25/03/2024

AQUAPROX - Procédure tour HAMON 1 du 08/02/2023

La procédure répond aux exigences réglementaires.

Concernant les contacts, elles renvoient sur le carnet de suivi : les contacts ont été vérifiés en séance (courriel + télécopie UD Artois)

Le document à transmettre aux services de la DREAL en cas de dépassement des 100000 UFC/L, a été vérifié et comporte tous les éléments réglementairement requis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

État des stocks de produits dangereux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

L'exploitant dispose de l'état des stocks des produits dangereux du site.

Les produits relatifs au traitement des TARs sont stockés à proximité de celles-ci.

Les produits sont stockés en extérieur, disposés sur rétention et associés au système de dosage automatique.

La présence de moyens d'intervention (en cas d'incendie, d'épandage ou de projection) ont été vérifiés.

La présence d'eau, liée aux pluies, est constatée dans les rétentions. Celle-ci serait susceptible de diminuer la capacité utile de la rétention en cas de sinistre et conduire à un débordement. L'exploitant envisage de couvrir les zones de stockage des produits afin d'éviter ce phénomène.

<p>Observation n°2 : L'ensemble des FDS n'est pas affiché. Par courriel du 28/01/2026, l'exploitant confirme l'affichage des FDS manquantes et le justifie par photographie. Compte tenu du stockage en extérieur, l'exploitant est invité à s'assurer régulièrement du bon affichage des FDS.</p> <p>Observation n°3 : Au cours de la visite d'inspection, l'absence de rince-œil à proximité de la TAR 1 a été constatée. Par courriel du 28/01/2026, l'exploitant confirme la pose d'un rince-œil et la justifie par une photographie. L'exploitant est invité à s'assurer de la mise à disposition des moyens d'intervention pour l'ensemble des lieux de stockage/manipulation de produits chimiques du site, conformément aux préconisations figurant dans les fiches de données de sécurité desdits produits (rubrique 7 manipulation et stockage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : L'Inspection ayant rappelé en séance la nécessité de s'assurer de la disponibilité en tout temps de la capacité de rétention, l'exploitant justifiera de la vidange des eaux de pluie présentes dans les rétentions et de la mise en œuvre d'une procédure permettant de s'assurer en tout temps de la capacité de rétention. Cette remarque concerne l'ensemble des rétentions des produits stockés en extérieur sur le site et susceptibles de retenir les eaux de pluie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Etat des parties visuellement accessibles.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de l'état des 3 TARs a été réalisé uniquement sur l'aspect extérieur.</p> <p>La TAR 1 a été remise en état en 2025, elle apparaît en excellent état.</p> <p>La TAR 2 apparaît propre et ne présente pas de dégradation.</p> <p>La TAR 3 présente des fuites au niveau des trappes d'accès latérales (pas de projections, l'eau</p>

coule sur la paroi et rejoint le bassin de la TAR). L'exploitant indique être en relation avec la société HAMON pour la remise en conformité des trappes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>Demande n°3 : L'exploitant fournira les justificatifs de la commande de remise en état des trappes latérales de la TAR 3, et précisera le planning d'intervention.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Tr des résultats d'analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'Inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'Inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : La vérification a porté sur le contrôle des déclarations réalisées sur l'application GIDAF au titre des années 2024 et 2025. Le délai de transmission de trente jours est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite